

PRIS LE 3 0 NOV. 2023

Services Techniques  
CL/AF  
N° 358/2023

---

**OBJET : Travaux de dépose de câbles en cuivre pour Orange. Voies diverses.**

---

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,  
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,

**VU** le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,

**VU** l'article R610-5 du Code Pénal,

**VU** les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

**VU** l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**VU** l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

**CONSIDERANT** la demande de l'entreprise AXIANS RESEAUX IDF, 62 boulevard Henri Navier 95150 Taverny concernant des travaux de dépose de câbles en cuivre sur plusieurs voies de la commune pour le compte d'Orange.

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement.

**A R R E T E**

**Article 1** : Du 27 novembre au 15 décembre 2023, l'entreprise AXIANS RESEAUX IDF est autorisée à procéder à des travaux de dépose de câbles en cuivre sur plusieurs voies de la commune.

**Article 2** : Du 2 au 12 janvier 2024, l'entreprise AXIANS RESEAUX IDF est autorisée à procéder à des travaux de dépose de câbles en cuivre sur plusieurs voies de la commune.

**Article 3** : Le stationnement sera interdit sur 15 mètres linéaires de part et d'autre de la chambre télécom et deux places de stationnement seront neutralisées :

- Rue Roger Salengro (en totalité),
- Rue d'Andilly : n°4/6,
- Rue du Docteur Schweitzer : face au collège ou le long du stade après l'arrêt de bus, n°50,
- Rue Saint-Paul : n°6 (de part et d'autre de la chaussée)
- Avenue Descartes : n°19,



- Avenue Marie : n°1,
- Avenue du Rond-Point : n°2 (de part et d'autre de la chaussée),
- Rue de la Pointe Raquet : n°2,

**Article 4 :** La chaussée sera rétrécie à une voie de circulation sur les tronçons suivants :

- Chemin du Parc : n°7,
- Rue du Docteur Schweitzer : n°28 et n° 50,
- Avenue Descartes : n°19,
- Avenue du Rond-Point : n°24,
- Avenue du Général Leclerc : n°24.

Un alternat de circulation sera mis en place :

- Rue du Docteur Schweitzer : n°28 et n°50,
- Avenue Descartes : n°19,
- Avenue du Rond-Point : n°24,
- Avenue du Général Leclerc : n°24.

**Article 5 :** Il est formellement interdit, lors du tirage de câble, de laisser celui-ci à même le sol sans balisage ou signalisation, d'entraver la circulation et de bloquer un carrefour.

Les extrémités devront être lovés proprement, balisées et les chambres sécurisées par des garde-fous.

**Article 6 :** L'entreprise devra utiliser des véhicules équipés de signalisation pour les chantiers mobiles ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur.

**Article 7 :** Les horaires de chantier seront adaptés au trafic routier ; les travaux s'effectueront de 9h00 à 16h00.

**Article 8 :** Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

**Article 9 :** La protection et la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite, la signalisation conforme au code de la route et son entretien, nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions, l'affichage du présent arrêté sur le chantier, seront effectués par l'entreprise AXIANS RESEAUX IDF sous le contrôle des services techniques municipaux.

**Article 10 :** Des panneaux d'information de chantier seront mis sur place par l'entreprise chargée des travaux, si possible au moins 48 heures à l'avance, avant tout commencement des travaux. Pour chaque chantier, le lieu, la nature, la date de début des travaux ainsi que la durée prévisible seront affichés sur place conjointement au présent arrêté.

**Article 11 :** L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

**Article 12 :** Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par l'agent des services techniques municipaux, celui-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.

**Article 13 :** La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.

**Article 14 :** Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.

**Article 15** : La directrice générale des services de la ville, la directrice des services techniques, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency - Enghien-les-Bains, le responsable de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à l'entreprise AXIANS RESEAUX IDF, 62 boulevard Henri Navier 95150 Taverny

François ABOUT  
Conseiller municipal  
Délégué aux travaux



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le :

Mis en ligne et/ou notifié le :

**01 DEC. 2023**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le

**01 DEC. 2023**

La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte